

# NICE - Introduction Nouvelle Technologie

## Pour vous protéger, le CODE du TRAVAIL prévoit :

Toute entreprise qui souhaite mettre en place de nouveaux outils doit, au préalable :

- Informer les élus, représentants les salariés au Comité d'Entreprise pour permettre :
  - o L'analyse des conséquences économiques
  - o L'analyse des conséquences sociales (sur l'emploi et les qualifications)
  - o La désignation d'un cabinet d'expertise participant à l'analyse
  - o La rédaction de la lettre de mission de l'expertise jugée ou pas nécessaire
- Informer les élus, représentants les salariés au CHSCT pour permettre
  - o L'analyse des conséquences en matière de conditions de travail
- Consulter les élus CHSCT puis Comité d'Entreprise sur le projet envisagé.

## **Anticiper les conséquences sur l'emploi, les qualifications et les conditions de travail : un devoir pour vos élus , le respect de vos droits !**

Dans le cadre des négociations nationales relatives au projet NICE, en 2010,  
**l'accord de méthodologie (N°1) signé par toutes les Organisations Syndicales** - dont la CGT -  
respecte ces prérogatives légales.

*De plus, l'opposition de la CGT à l'introduction de cette Nouvelle Technologie tient à la mise en place d'un outil destructeur d'emplois et de qualification, au service des dirigeants du Crédit Agricole, en quête de limiter les milliards perdus par leurs orientations stratégiques mal choisies, plutôt qu'au service de vos conditions de travail et des clients que vous voudriez satisfaire.*

## Au prétexte de coordonner de manière pragmatique des problématiques dites communes, un Processus National est suggéré:

La FNCA a proposé aux représentants nationaux des Organisations Syndicales de convenir d'un processus dérogatoire soumis à l'approbation des élus des Comités d'Entreprise de chacune des Caisses Régionales concernées. L'adhésion au processus national implique :

- ⇒ **Le renoncement à une information préalable éclairée en vue d'une consultation légale**
- Par le renoncement à une expertise locale préalable
  - En contre partie d'un observatoire local lors de la bascule (1 mois avant et 2 mois après)
  - Et d'une expertise nationale
    - menée dans 4 Caisses Régionales pilotes  
(CADIF – Finistère – Centre Loire – CMDS)
    - sur commande d'une délégation syndicale nationale des signataires.

## L'adhésion au processus national c'est l'acceptation :

- ⇒ de se limiter localement à l'accompagnement organisationnel des bascules et à l'observation des conditions de travail
- ⇒ de fermer les yeux sur l'analyse des conséquences réelles du projet NICE sur les conditions de travail, les qualifications et l'emploi au sein de chaque Caisse Régionale !!
- ⇒ de laisser nos dirigeants préparer demain en toute quiétude :
  - Des Caisses Régionales soumises aux décisions nationales
  - Des élus démis de leurs prérogatives
  - Des syndicats locaux supplantés par des décisions nationales
    - en dehors de négociations de branche
    - sur des problématiques communes certes, mais typiquement locales
  - des salariés surexposés à des transformations profondes aux conséquences douloureuses dans un contexte économique défavorable

**Belle expérience ...**

**Elus et délégués syndicaux accepteront-ils de se passer les menottes ?**



**Ne mettez pas le doigt dans l'engrenage  
Ne les laissez pas vous dépouiller  
De vos premières lignes dans un contexte si risqué  
Soutenez vos élus et vos représentants syndicaux,  
Ensemble Refusons les menottes  
Qui cachent la corde !**



---

### BULLETIN D'ADHESION

Je souhaite défendre mes intérêts, mes conditions de vie et celles de ma famille en protégeant mon emploi, l'évolution de ma qualification, et en améliorant mon salaire et mes conditions de travail.  
Je ne reste pas seul et isolé, je rejoins la **CGT** :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Caisse Régionale ou entité : \_\_\_\_\_  
Service / Unité : \_\_\_\_\_  
Tel : \_\_\_\_\_  
Ad mail : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

Contact local : \_\_\_\_\_

